

Convention collective

IDCC : 8262 | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

Avenant n° 1 du 22 septembre 2020

NOR : AGRS2197043M

IDCC : 8262

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne Franche-Comté FRSEA ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Bourgogne Franche-Comté FRCUMA ;

Fédération entrepreneurs des territoires Bourgogne EDT,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGA CFTD :

Fédération CFTC de l'agriculture ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet de mettre en conformité l'accord du 29 avril 2019 avec les recommandations de la commission nationale de négociation collective, suite à la décision des membres de la sous-commission agricole, en date du 20 février 2020, de renvoyer à la négociation le présent accord. Pour rappel, cet accord collectif intervient dans le cadre de l'article 7 de l'accord de l'interbranche agricole du 14 mars 2017 relatif au logement en agriculture, et dans le cadre de la mise en application de l'article R. 716-16-1 du code rural et de la pêche maritime, issu du décret du 20 septembre 2016 relatif aux dérogations en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles. Il a pour objet de prévoir des mesures compensatoires garantissant la protection de la santé des salariés, lorsque leurs conditions d'hébergement sont dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de cinquante

(50) dès lors que le présent avenant vise à instaurer des mesures compensatoires dont doivent bénéficier les salariés entrant dans le champ du présent avenant, et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 1^{er} | Modifications apportées à l'accord

L'article 2 « Mesures compensatoires » du présent accord est réécrit comme suit :

« Dans le cadre de conditions d'hébergement dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, des mesures compensatoires sont prévues :

1° Afin de compenser la réduction du nombre de m² dans les pièces destinées au sommeil, il convient d'améliorer les locaux de couchage :

- en prévoyant un point d'accès wifi, à condition que l'accès soit possible ;
- lorsque l'occupant dispose d'un volume de moins de 10 m³, en lui assurant un renouvellement de l'air à raison d'au moins 10 m³ par heure par personne ;
- en mettant à disposition un système de ventilation de l'air supplémentaire pour la pièce destinée au sommeil accueillant plus de quatre occupants ;

2° Afin de compenser l'augmentation du nombre d'occupants par pièce destinée au sommeil, il convient d'améliorer les services proposés :

- en prévoyant une bagagerie à la disposition des personnes hébergées pour stocker les valises vides durant les travaux ;
- en prévoyant la mise à disposition d'un lave-linge pour les personnes hébergées durant la période des travaux ;
- en prévoyant une pièce dédiée au séchage des vêtements ;
- en prévoyant un espace dédié au retour du travail (afin d'enlever les chaussants et vêtements sales).

3° Afin de compenser l'augmentation du ratio nombre de travailleurs/lavabo/douche/cabinet d'aisance, il convient d'améliorer le confort des installations sanitaires, ainsi que leurs accès :

- en allongeant la plage du petit-déjeuner ;
- en prévoyant une plage d'une heure trente (1 h 30) minimum entre le retour du travail et le service du dîner pour permettre un temps suffisant à chacun pour accéder aux locaux sanitaires ;
- en mettant à disposition, en plus de l'entretien journalier des locaux sanitaires assuré par l'employeur, le matériel d'entretien et de nettoyage nécessaire ; »

L'article 4 « Révision et dénonciation » du présent accord est réécrit comme suit :

« Le présent accord pourra, à tout moment, être modifié ou dénoncé en respectant la procédure prévue respectivement par les articles L. 2222-5, L. 2222-6 et L. 2261-7 à L. 2261-13 du code du travail.

Conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail, jusqu'à la fin du cycle électoral au cours duquel le présent accord est signé, les parties signataires ou adhérentes du présent accord ont la faculté de le modifier. À la fin de ce cycle électoral, cette possibilité sera ouverte à l'ensemble des organisations représentatives comprises dans le champ d'application de l'accord.

La demande de révision, qui peut intervenir à tout moment à l'initiative de l'une des parties ou de l'une des organisations représentatives, selon les règles mentionnées ci-dessus, doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux signataires de l'accord.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunira alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande, afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un avenant de révision.

Conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, les parties signataires du présent accord ont également la possibilité de le dénoncer moyennant un préavis de 3 mois.

La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunit alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la notification afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution à l'issue du délai de préavis de trois (3) mois.

L'accord dénoncé continue donc à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée d'un (1) an à compter de l'expiration du préavis de trois (3) mois. »

Article 2 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le 1^{er} jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension, et dans tous les cas, au plus tard, le 1^{er} avril 2021.

Article 3 | Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'homme du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 22 septembre 2020.

(Suivent les signatures.)